

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU NIGER

**PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE
L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE POUR LA RECHERCHE -
DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE L'IRRIGATION**

RAPPORT D'ACHEVEMENT

**DEPARTEMENT PAR PAYS
REGION OUEST**

Juin 1999

TABLE DES MATIERES

Pages

LISTE DES ANNEXES, ABREVIATIONS ET SIGLES, SYSTEME DES QUIVALENCES ;
FICHE DE DONNEES DE BASE ; MATRICE DU PROJET

RESUME, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	i-iv
1. INTRODUCTION	1
2. OBJECTIF ET FORMULATION DU PROJET	1
2.1 Formulation du projet	1
2.2 Objectif sectoriel	2
2.3 Objectif du projet	2
2.4 Description du projet	2
3. EXECUTION DU PROJET	3
3.1 Entrée en vigueur et démarrage	3
3.2 Modifications	4
3.3 Calendrier d'exécution	4
3.4 Rapports	5
3.5 Acquisitions des biens et services	5
3.6 Sources de financement et décaissements	5
4. PERFORMANCE DU PROJET	6
4.1 Performance opérationnelle	6
4.2 Performance institutionnelle	7
4.3 Performance financière	9
4.4 Performance économique	9
5. IMPACT SOCIAL ET INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES	9
5.1 Impact social	9
5.2 Incidences environnementales	10
6. DURABILITE	10
7. PERFORMANCE DE LA BANQUE ET DU DONATAIRE	11
7.1 Performance de la Banque	11
7.2 Performance du donataire/cofinancier	12

8.	PERFORMANCE GLOBALE ET NOTATION	12
9.	CONCLUSIONS, LECONS ET RECOMMANDATIONS	12
9.1	Conclusions	12
9.2	Leçons	13
9.3	Recommandations	13

Le présent rapport a été rédigé par MM. M.A. KANE (Ingénieur d'irrigation) et un Consultant agroéconomiste, à la suite d'une mission qu'ils ont effectuée en République du Niger, du 31 août au 16 septembre 1998. Toute question y afférente peut être posée à M. M.A. KANE, OCDW.4, poste 4481, ou bien au Chef de Division concerné, M. O. AW, OCDW.4, Poste 4110.

LISTE DES ANNEXES

<u>Titres/Numéros</u>	<u>Nbre de pages</u>
Carte 1 : Carte de situation	1
Carte 2 : Localisation des aménagements hydro-agricoles de la vallée du fleuve Niger/Situation des sites d'étude du projet	1
1. Tableau comparatif des résultats du projet	3
2. Coûts réels et financement par composante	1
3. Décaissements annuels	2
4. Performances	3
5. Matrice des recommandations et actions de suivi	1
6. Liste complète des rapports et publications du projet	5

ABREVIATIONS ET SIGLES

BAD	:	Banque africaine de développement
BRIAO	:	Bulletin du réseau irrigation en Afrique de l'Ouest
CC	:	Comité de coordination
CESAO	:	Centre d'études économiques et sociales pour l'Afrique de l'Ouest
CNEARC	:	Centre national d'études agronomiques pour les régions chaudes Agronomique pour le développement
DEP	:	Direction/Directeur des études et de la programmation
DP	:	Directeur de périmètre
EIER	:	Ecole inter - Etats des ingénieurs de l'équipement rural
ETSHER	:	Ecole des techniques supérieures de l'hydraulique et de l'équipement rural
FAC AGRO	:	Faculté d'agronomie de Niamey
FAD	:	Fonds africain de développement
FAT	:	Fonds d'assistance technique
FED	:	Fond européen de développement
GMP	:	Groupement mutualiste de production
HS	:	Très satisfaisant
HUS	:	Très déficient
IEC	:	Information – éducation - communication
IIMI	:	Institut international du management de l'irrigation
INRAN	:	Institut national des recherches agronomiques du Niger
MAG/EL	:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
MHE	:	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement
ONAHA	:	Office national des aménagements hydro - agricoles
PGI	:	Projet grande irrigation (FED)
PIB	:	Produit intérieur brut
PMI-BF	:	Projet management de l'irrigation au Burkina Faso
PMI-N:	:	Projet management de l'irrigation au Niger (couramment désigné par Projet IIMI)
PNB	:	Produit national brut
PPIV	:	Projet petits périmètres irrigués villageois
S	:	Satisfaisant
S – E	:	Suivi - évaluation
S.O.	:	Sans objet

SYSTEMES DES EQUIVALENCES

Equivalences monétaires

	<u>Lors de l'évaluation</u> (juin 1990)	<u>Lors du RAP</u> (septembre 1998)
1 UCF =	0,921052 UC	0,921052 UC
1 UC =	1,30083 USD	1,34222 USD
1 UC =	370,607 FCFA	796,406 FCFA

Evolution du taux de change

Années	Taux de change UC/USD <i>(Moyennes de périodes)</i>	Taux de change UC/FCFA <i>(Moyennes de périodes)</i>
1990	1,3328575	371,72025
1991	1,349505	385,952
1992	1,426545	367,6295
1993	1,3986825	390,692
1994	1,416535	796,027
1995	1,5217275	758,869
1996	1,45475667	741,387167
1997	1,38189833	798,394538
1998 (janvier – septembre)	1,341	810,022

Poids et mesures

1 mètre (m)	=	3,28 feet
1 kilomètre (km)	=	0,62 miles
1 tonne (t)	= 1 kg	= 2,205 livres
1 hectare (ha)	= 100 ares	= 10.000 m ²

Exercice comptable

Gouvernement	-	année civile
PMI – Niger	-	1 ^{er} octobre – 30septembre

FICHE DE DONNEES DE BASE

1. PAYS : Niger
2. NUMERO DU DON : F/NIG/DN-AI/AGR-ELV-IRG/91/1
3. DONATAIRE : République du Niger
4. BENEFICIAIRE : Ministère de l'agriculture et de l'élevage
5. AGENCE D'EXECUTION : IIMI

A	<u>DON</u>	<u>Estimation à l'évaluation</u>	<u>Réelle</u>
1.	Montant (d'UC)	2.169.998,51	2.164.994,93
2.	Date de négociation	-	-
3.	Date de l'approbation du don	-	29/10/1990
4.	Date de signature du protocole d'accord		10/01/1991
5.	Date d'entrée en vigueur		05/7/1991

B DONNEES DU PROJET

1.	Coût total (en millions d'UC)	<u>Estimation à l'évaluation</u>			<u>Réelle</u>		
		2,35			2,33		
2.	Plan de financement (en millions d'UC)	<u>DEV.</u>	<u>M. L.</u>	<u>TOTAL</u>	<u>DEV.</u>	<u>M.L.</u>	<u>TOTAL</u>
	FAT/FAD	1,56	0,61	2,17	1,55	0,61	2,16
	Gouvernement	-	0,18	0,18	-	0,17	0,17
	Total	1,56	0,79	2,35	1,55	0,79	2,33
3.	Date effective du premier décaissement						09/10/1991
4.	Date effective du dernier décaissement						31/12/1997
5.	Démarrage des activités d'exécution du projet			1991			01/11/1991
6.	Date d'achèvement des activités du projet			31/12/1994			30/09/1997

C INDICATEURS DE PERFORMANCE

1. Reliquat 5 004,UC % : (0,23)
2. Retard/avance par rapport au calendrier % : 75 (retard)
- Décalage par rapport à l'entrée en vigueur % : ND
- Décalage par rapport à la date d'achèvement % : 75
- Décalage par rapport au dernier décaissement % : 48 (47,92)
- Nombre de prorogation de la date limite de dernier décaissement : 4
3. Etat d'exécution du projet : achevé (sans activités complémentaires)
- 2
4. Performance institutionnelle : / Déficiente

5.	Performance du donataire	:	/	Satisfaisante
6.	Performance du consultant	:	/	Satisfaisante

			<u>Evaluation</u>	<u>RAP</u>
7.	Taux de rentabilité économique interne		ND	ND
8.	Taux de rentabilité financière		ND	ND

D MISSIONS

	<u>Nb de personnes</u>	<u>Composition</u>	<u>Hommes - jours</u>
- Identification	ND	-	-
- Préparation	ND	-	-
- Evaluation	2	Irrigation + Agro.	30
- Supervision	1	Irrigation+ Agro-éco. 15	
- Revue à mi - parcours	1	Analyste financier	4
- Evaluation finale (externe)	4	Agro-éco	28
		Agronome	idem
		Hydraulicien	idem
		Sociologue	idem
-.RAP	2	Irrigation + Agro-éco	30

E	<u>DECAISSEMENT</u> (en UC)		
	<u>Estimation à l'évaluation</u>	<u>Réelle</u>	<u>Pourcentage décaissé</u>
- Total décaissé	2.170.000	2.165.000	(99,77)
- Montant annulé	-	5.000	0,23
- Reliquat utilisé	-	-	-

F. PRINCIPAUX FOURNISSEURS

F.1	Nom	:	CFAO - Niger
	Responsabilité	:	Fourniture de 5 véhicules tout terrain
	Date de signature du contrat	:	20/11/91
	Date d'expiration du contrat	:	06/01/92
	Durée du contrat	:	50 jours
	Montant (en F CFA)	:	32.304.000

F.2	Nom	:	BUROPA
	Responsabilité	:	Fourniture de matériel informatique
	Date de signature du contrat	:	18/10/95
	Date d'expiration du contrat	:	07/01/96
	Durée du contrat	:	90 jours
	Montant (en F CFA)	:	21.392.900

3

F.3	Nom	:	TOUTELEC - Niger
	Responsabilité	:	Fournitures informatiques
	Date de signature du contrat	:	13/11/91
	Date d'expiration du contrat	:	04/02/92

	Durée du contrat	:	2 mois
	Montant (en F CFA)	:	7.262.415
F.4	Nom	:	CFAO - Niger
	Responsabilité	:	Fourniture de 9 motocycles
	Date de signature du contrat	:	13/11/91
	Date d'expiration du contrat	:	06/01/92
	Durée du contrat	:	2 mois
	Montant (en F CFA)	:	5.010.000
F.5	Nom	:	CECA - Niger
	Responsabilité	:	Fourniture d'équipements hydrauliques et topographiques
	Date de signature du contrat	:	23/06/92
	Date d'expiration du contrat	:	07/08/92
	Durée du contrat	:	2 mois
	Montant (en F CFA)	:	4.057.700
G	<u>CONSULTANTS</u>		
G.1	Nom	:	IIMI
	Nature du contrat	:	Assistance technique
	Date de signature du contrat	:	27 mai 1991 + 3 avenants (28/3/1995, 12/12/1995 et 13/2/1997)
	Date d'expiration du contrat	:	31 mars 1997
	Durée du contrat	:	6 ans (5ans et 10 mois)
	Montant (en USD)	:	1.187.250
G.2	Nom	:	Groupement SOFRECO – GETECH
	Nature du contrat	:	Evaluation de fin de projet
	Date de signature	:	14/01/97
	Date d'expiration du contrat	:	-
	Durée du contrat	:	-
	Montant (en F CFA)	:	18.874.000

MATRICE DU PROJET

NOM DU PROJET : PROJET D'APPUI AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE POUR
LA RECHERCHE – DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE L'IRRIGATION
DATE D'ETABLISSEMENT : SEPTEMBRE 1998
DATE D'ACHEVEMENT : DECEMBRE 1997
EQUIPE DE CONCEPTION : M. A. KANE (INGENIEUR IRRIGATION) ET UN CONSULTANT, OCDW.4

HIERARCHIE DES OBJECTIFS (HO)	INDICATEURS OBJECTIFS VERIFIABLES (IOV)	MOYENS DE VERIFICATION (MDV)	HYPOTHESES IMPORTANTES/RISQUES															
1. Objectif sectoriel 1.1 Contribuer à la sécurité alimentaire du pays	1.1 Superficies irriguées, rendements et Productions accrus	1.1 Statistiques du MHE et du Ministère de l'agriculture et de l'élevage 1.2 Statistiques économiques nationales																
2. Objectifs du projet 2.1 Contribuer au renforcement des capacités de l'ONAHA dans son rôle d'appui et de conseil aux coopératives dans le domaine de l'irrigation et de celles de l'INRAN en matière d'analyse de système de production	2.1 Directions de périmètres et organisations paysannes formées et solutions proposées pour résoudre les problèmes de gestion et de maintenance de périmètres irrigués pratiques et efficaces	2.1 - Document final du projet - Rapport d'évaluation finale - Enquêtes socio-économiques	2. Influence sur objectif sectoriel 2.1 Mise en œuvre à l'échelle du pays des recommandations issues des analyses diagnostiques des périmètres étudiés 2.2 Prise en compte de ces recommandations dans la formulation en cours du programme de développement de l'irrigation dans la vallée du Niger															
2. Réalisations du projet 3.1 Diagnostic et formulation de propositions concrètes d'amélioration des performances des périmètres irrigués 3.2 Mise au point d'une méthodologie de suivi d'évaluation destinée aux Directeurs de périmètres et à l'ONAHA 3.1 Diagnostic et formulation de propositions concrètes d'amélioration des performances des périmètres irrigués 3.3 Formation des cadres et des producteurs 3.4 Echanges d'informations	3.1 Analyse diagnostic des 4 périmètres retenus, réalisée et Propositions d'amélioration des performances suivies par les exploitants touchés par le projet et entamées pour les projets en cours 3.2 Méthodologie mise au point et utilisée par les structures chargées de la gestion de systèmes irrigués 3.3 - Formation permanente des producteurs des périmètres étudiés - Voyages d'études à l'intention de 15 cadres et 45 paysans des groupements exploitant les 4 périmètres – sites du projet - Rédaction d'un manuel de l'irrigation et formation en gestion de l'eau de 150 agents d'encadrement, 45 animatrices féminines et 30 cadres supérieurs - Stages et encadrement de 16 étudiants et jeunes professionnels - Séminaire international pour 40 participants 3.4 Diffusion d'un Bulletin du Réseau Irrigation en Afrique de l'Ouest, d'un bulletin en langues nationales djerma et haoussa et d'un journal portant sur l'irrigation et l'environnement	3.1 Document de suivi – évaluation (ONAHA, MAG/EL, MHE) et rapports sur la méthodologie suivi d'évaluation des performances des périmètres irrigués 3.2 Rapports techniques et socio-économiques du projet 3.3 Rapports d'activités du projet 3.4 Journaux du projet	3. Influence sur objectif du projet 3.1 Coordination des actions améliorée, large diffusion et consolidation des résultats de la recherche – développement 3.2 ONAHA restructurée et situation des coopératives assainies															
Activités du projet - Cellule du projet et comité de coordination mis en place - Protocole d'accord avec IIMI mis en œuvre, audit, programmes, recherche – développement réalisés - Missions d'appui, et d'évaluation finale effectuées	Ressources (millions d'uc) FAD : <table border="0" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"><tr><td></td><td align="center"><u>Prévu</u></td><td align="center"><u>Réalisé</u></td></tr><tr><td></td><td align="center">2,17</td><td align="center">2,16</td></tr><tr><td>ETAT</td><td align="center">0,18</td><td align="center">0,17</td></tr><tr><td>PMI/N</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td align="center">2,35</td><td align="center">2,33</td></tr></table>		<u>Prévu</u>	<u>Réalisé</u>		2,17	2,16	ETAT	0,18	0,17	PMI/N	-	-	TOTAL	2,35	2,33	- Contrats - Rapports d'activités et de supervision du projet - Rapports d'audit	4. Influence sur les réalisations Implication des bénéficiaires dans les programmes de recherche – développement
	<u>Prévu</u>	<u>Réalisé</u>																
	2,17	2,16																
ETAT	0,18	0,17																
PMI/N	-	-																
TOTAL	2,35	2,33																

RESUME

1. INTRODUCTION

Le présent rapport d'achèvement porte sur le projet d'appui au ministère de l'agriculture et de l'élevage du Niger pour la recherche – développement en management de l'irrigation (PMI – N), projet pour lequel le Fonds africain de développement a accordé un don de 2,17 millions d'UC en 1990. La contribution du Gouvernement était estimée à 0,18 millions d'UC lors de l'évaluation. Le projet entre dans le cadre de la politique du développement de l'agriculture irriguée en vue de contribuer à la sécurité alimentaire du pays et à la résorption du déficit du bilan céréalier qui est devenu structurel suite aux sécheresses dévastatrices de ces deux dernières décennies.

2. OBJECTIF ET FORMULATION

2.1 En effet depuis la fin des années 70, l'irrigation constitue un axe privilégié de renforcement de la sécurité alimentaire. Dans le cadre de cette politique, le Gouvernement a mis en œuvre des programmes d'irrigation et a sollicité en 1990 l'appui de la Banque et la coopération de l'IIMI pour développer des méthodologies d'amélioration des performances des périmètres irrigués par pompage.

2.2 Objectifs du projet : L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à la sécurité alimentaire grâce à l'accroissement de la production alimentaire et des revenus agricoles pour fixer le paysannat à la terre. Le projet a pour objectif essentiel de renforcer les capacités et compétences de l'ONAHA dans son rôle d'appui et de conseil aux coopératives dans le domaine du management de l'irrigation, et celles de l'INRAN en matière d'analyse de système de production et en particulier les aspects liés à la conjonction culture irriguée – culture pluviale. Le projet vise également à renforcer la liaison Recherche-Développement-Formation par l'établissement d'une étroite collaboration avec la Faculté d'Agronomie de l'Université de Niamey.

3. EXECUTION DU PROJET

3.1 Le protocole d'accord de don a été signé le 10 janvier 1990 et a pris effet le 05 juillet 1991, après la satisfaction des conditions préalables à la mise en vigueur du don. Le projet s'est réalisé sans modification majeure.

3.2 L'acquisition des biens et services a été faite conformément aux règles et procédures prévues dans le protocole d'accord. Cependant le projet a connu un allongement de + 3ans de sa durée d'exécution, du fait d'un certain nombre de facteurs de retard imprévu, notamment en ce qui concerne le temps nécessaire à la constitution d'une banque de données significatives permettant de quantifier les performances des aménagements hydro – agricoles, au démarrage du projet. Les rapports d'activités, de suivi et d'achèvement, ainsi que les différents états financiers que devait fournir l'agence d'exécution ont été entièrement et régulièrement produits.

4. PERFORMANCE DU PROJET

4.1 La performance globale du projet est satisfaisante (2,40/4,00). Au plan opérationnel, le projet a réalisé les principaux objectifs fixés. Une méthodologie d'analyse de la gestion et du fonctionnement des périmètres irrigués et de suivi-évaluation de leurs performances a été mise au point à l'intention des directeurs de périmètres, des bureaux des coopératives et à l'ONAHA. Un manuel de gestion de l'irrigation en langue nationale (haoussa et djerma) a été élaboré par le projet. Les objectifs fixés concernant la formation, l'information et la communication ont globalement été atteints.

4.2 Sur le plan institutionnel, le donataire a fait preuve de quelques insuffisances dans la coordination technique et scientifique du projet et en matière d'organisation qui ont été à la base des difficultés du projet. Il convient ici de relever l'extrême mobilité (rotation excessive et défections) de cadre nationaux affectés au projet et des changements fréquents du Directeur général de l'ONAHA Président du comité de coordination. Les prestations des consultants et des fournisseurs sont jugées satisfaisantes. Au plan économique et financier, les revenus des exploitants des quatre périmètres touchés par le projet ont vu leur revenu annuel moyen augmenté, du fait de la mise en oeuvre des propositions d'amélioration proposées et par la formation des producteurs par le projet.

5. INCIDENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Les activités de recherche-développement n'ont pas engendré d'impacts négatifs sur l'environnement. Les sessions de sensibilisation – information et formation ont plutôt eu des incidences positives sur la gestion des ressources en eau et en sols. Le volet formation-information du projet a eu un impact social et psychologique sur les paysans touchés par le projet, notamment à cause des programmes d'alphabétisation et la mise à disposition du manuel de gestion en langues nationales.

6. DURABILITE DES REALISATIONS

Les propositions d'amélioration des performances formulées par le projet sont mis en oeuvre par les grands projets d'irrigation en cours dans le pays et par les exploitants touchés par le PMI/N. Toutefois l'ONAHA, en raison des incertitudes sur sa restructuration, ne s'est pas réellement approprié des résultats du projet en matière de recherche-développement. La création récente de la Direction de Recherche-développement permettra de consolider les acquis du projet.

7. PERFORMANCE DE LA BANQUE ET DU DONATAIRE/COFINANCIER

La performances de la Banque a été affectée par un niveau de supervision sur le terrain très faible et la non réalisation d'une mission de revue à mi-parcours. Les nombreuses visites des responsables du projet au siège de la Banque et la transmission régulière des rapports d'avancement ont permis de pallier tant soit peu à cette insuffisance. Une mission d'évaluation finale du projet a été effectuée. Le donataire s'est acquitté de ses obligations au titre de la contrepartie nationale et a remis régulièrement le rapports d'activités et les rapports d'audit des comptes.

8. CONCLUSIONS, LEÇONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

8.1 En dépit d'un environnement (contexte institutionnel) particulièrement difficile, le projet a pu atteindre des résultats satisfaisants. Le PMI-N a eu un impact positif, au vu des objectifs définis lors de son évaluation. Les performances attendues aux différentes étapes de son exécution ont été réalisées. Le PMI-N a mis au point une méthodologie d'évaluation des performances et de suivi permanent du fonctionnement et de la gestion des périmètres irrigués par pompage, et un manuel pratique de gestion de l'irrigation en langues nationales.

Leçons

8.2 Les principaux enseignements qui se dégagent de la mise en œuvre du projet sont les suivants :

- a) Au plan du montage institutionnel, la coordination du projet a été déficiente. La désignation de membres du Comité de coordination de nature technique et scientifique ne doit pas être fonction du rattachement administratif mais plutôt des compétences techniques et scientifiques ;
- b) le manque de stabilité des cadres nationaux affectés au projet par les Administrations (sans recrutement par le projet) est généralement dû au faible niveau de leur rémunération. Cette situation a affecté le déroulement normal du projet. La solution adéquate à cette instabilité serait le recrutement direct des cadres sur le marché du travail ; et ou l'augmentation des rémunérations et des indemnités ;
- c) Enfin, les problèmes liés au manque de sécurisation foncière des agriculteurs, à la politique actuelle de tarification de l'eau, aux coûts élevés des différents facteurs de production, aux difficultés d'approvisionnement en intrants à l'écoulement des produits et à l'absence de politique de financement (en dehors de la finance informelle) du secteur agricole constituent des contraintes qui limitent considérablement le développement du secteur et donc du sous – secteur irrigué.

Recommandations

Eu égard aux considérations ci-dessus et aux principaux constats établis sur les points forts et les faiblesses du projet, les recommandations ci-après sont formulées :

8.3 A la Banque

- i) Il est recommandé la poursuite du programme d'activités de recherche et de formation de l'IIMI dans la sous - région, spécialement au Niger (dans le cadre de l'appui financier de la Banque aux structures de recherche) en vue de consolider les avantages du projet ;
- ii) Dans le cadre de la mise en place ultérieure de projets similaires, une attention particulière doit être portée à:
 - a) mieux cerner, au moment de l'évaluation, les contraintes inhérentes à la phase d'analyse – diagnostic, au niveau du démarrage effectif des projets, ainsi que les divers aspects socio – économiques, spécialement

ceux ayant trait aux préoccupations ou intérêts particuliers des différents intervenants ;

- b) s'assurer de l'existence des capacités de coordination scientifique (sous – comité ad hoc, par exemple) au niveau des organes nationaux de pilotage des projets ;
- c) garantir une plus grande motivation des cadres nationaux par leur recrutement (contractualisation) au sein des projets ; et enfin ou par une augmentation du niveau de rémunération et des indemnités à allouer au personnel ;
- d) procéder, autant que faire se peut à une évaluation à mi-parcours, et à au moins une mission de supervision par an pour limiter l'apparition d'un certain nombre de difficultés, souvent d'ordre organisationnel ou institutionnel,

8.4 Au Gouvernement

- i) La mise en place d'une politique de financement du secteur agricole et plus largement du développement rural (crédit agricole), l'assainissement de la situation financière des coopératives et l'amélioration de leurs systèmes d'organisation s'imposent ;
- ii) Les insuffisances institutionnelles dont la correction détermine la durabilité des acquis appellent un certain nombre de mesures urgentes :
 - a) l'accélération de la restructuration de l'ONAHA, l'intégration des principales recommandations du projet dans son programme d'activités et la mise à disposition des moyens indispensables pour lui permettre d'exercer efficacement les différentes opérations de vulgarisation et de suivi ;
 - b) la stabilisation des experts nationaux dans les projets et des organes de coordination ;
 - c) la décentralisation de certaines fonctions au niveau des GMP à l'intérieur des coopératives pour une gestion plus efficace des groupements responsabilisant davantage les agriculteurs ;
 - d) et enfin l'accompagnement nécessaire des agriculteurs dans le processus de libéralisation économique, en ce qui concerne la commercialisation des produits, en les aidant par exemple par la mise à disposition d'informations sur divers débouchés intérieurs et extérieurs, sur les prix, les circuits d'approvisionnement et de distribution, etc.

1. INTRODUCTION

1.1 L'économie nigérienne reste caractérisée par la forte prédominance du secteur agricole qui emploie 85 % de la population active et assure 36 % du PIB . L'agriculture est principalement une activité de subsistance extrêmement sensible aux aléas climatiques. Les céréales couvrent près de 80 % des 3,8 millions d'hectares de superficies cultivées. L'essentiel de la production repose sur les produits de l'élevage, le mil et le sorgho. Ces deux dernières cultures pluviales procurent 95 % de la production céréalière totale sur 99 % de la superficie cultivée, avec comme contrainte principale la tendance à la baisse continue des rendements moyens du fait de la pression sans cesse croissante sur la base des ressources naturelles. En effet, sur les trois principales zones agro-écologiques (saharienne désertique, sahélienne et soudanienne) que compte le Niger, seule la zone soudanienne (1 % environ du territoire national) se prête avec peu de risques aux cultures vivrières. La zone agricole, ne couvre que 10 % de la superficie totale du pays dont seulement la moitié est arable. L'aridité du climat , les sécheresses successives, la mise en culture de terres de plus en plus marginales et la disparition de la jachère conduisent à une forte pression et à une dégradation des sols. Cette situation fait que le bilan céréalier du pays est devenu structurellement déficitaire. Ceci a amené le Gouvernement à recentrer sa politique agricole vers le développement de l'agriculture irriguée.

1.2 Le potentiel irrigable du pays est estimé à 270.000 ha dont 140.000 ha situés dans la vallée du fleuve Niger, le seul cours d'eau permanent qui traverse la partie sud-ouest du pays. La superficie actuellement irriguée est de l'ordre de 78.000 ha, soit environ 2,1 % de la superficie totale cultivée au Niger. La mise en place des aménagements hydro-agricoles a certes produit des résultats intéressants. Toutefois, des difficultés relatives à la gestion et à la maintenance des périmètres irrigués, à l'insuffisance de personnel qualifié à tous les niveaux et à la faiblesse des capacités d'auto - promotion des groupements coopératifs, ont été mises en évidence.

1.3 C'est dans ce contexte, et dans le but d'apporter des solutions pratiques et efficaces aux questions techniques et organisationnelles de réhabilitation et d'amélioration des performances des périmètres irrigués qu'est né le projet management de l'irrigation au Niger (PMI-N). Le projet a démarré en 1991 et s'est achevé en 1997. Sa mise en oeuvre a permis de mettre au point des propositions concrètes d'amélioration des performances des périmètres irrigués. Le présent rapport s'attache à évaluer le degré de réalisation des objectifs du projet ainsi que la viabilité des résultats obtenus.

2. OBJECTIF ET FORMULATION DU PROJET

2.1 Formulation du projet

2.1.1 Depuis la fin des années 70, l'irrigation constitue un axe privilégié de renforcement de la sécurité alimentaire. Dans le cadre de cette politique, le Gouvernement a mis en oeuvre des programmes d'irrigation. Les périmètres irrigués ont été en majorité aménagés dans la vallée du fleuve Niger. Ils sont principalement confrontés comme dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest, à des problèmes de gestion et de maintenance qui entraînent une mise en valeur limitée, une faible rentabilisation des investissements et une détérioration rapide des infrastructures.

2.1.2 Conformément à sa vocation qui est de renforcer les institutions nationales ou régionales dans leur volonté d'améliorer les performances des projets d'irrigation, la représentation régionale de l'IIMI en Afrique de l'Ouest installée à Ouagadougou depuis 1988 avait élaboré un programme d'action en réseau incluant, outre le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. C'est dans ce contexte que des projets (dont le PMI – N) prenant en compte les besoins spécifiques identifiés dans chaque pays en matière de management de l'irrigation, ont été conçus et proposés aux différents Gouvernements. L'irrigation par pompage étant le système le plus représentatif au Niger, a été retenu pour faire l'objet du présent programme de recherche-développement. Le Gouvernement nigérien a donc sollicité l'appui de la Banque et la coopération de l'IIMI pour développer des méthodologies d'amélioration des performances des périmètres irrigués par pompage, suite à un dossier préparé en avril 1990 par cet institut.

2.2 Objectif sectoriel

L'objectif du projet est de contribuer à la sécurité alimentaire grâce à l'accroissement de la production alimentaire et des revenus agricoles pour fixer le paysannat à la terre.

2.3 Objectif du projet

Le projet a pour objectif essentiel de renforcer les capacités et compétences des institutions d'encadrement dont l'ONAHA dans son rôle d'appui et de conseil aux coopératives dans le domaine du management de l'irrigation, et de l'INRAN en matière d'analyse de système de production et en particulier les aspects liés à la conjonction culture irriguée – culture pluviale. Le projet vise également à renforcer la liaison Recherche-Développement-Formation par l'établissement d'une étroite collaboration avec la Faculté d'Agronomie de l'Université de Niamey.

2.4 Description du projet

2.4.1 Le projet comporte deux volets qui sont en étroite interaction à savoir la recherche développement et la formation-information.

2.4.2 Le programme de recherche-développement s'appuie sur un ensemble d'interventions portant sur 3 périmètres retenus dans le cadre du projet : SAGA (395 ha) dans la région de Niamey, KOURANI-BARIA (715 ha) et les terrasses de TILLAKENA (86 ha) dans la région de Tillabéry. Les problématiques physiques, techniques et socio-économiques de ces périmètres constituent des combinaisons caractéristiques et représentatives de certains modèles de gestion, de techniques d'aménagement ou de stratégies de développement de l'irrigation, tels qu'ils peuvent être observés au Niger et dans la sous-région de l'Afrique de Ouest.

2.4.3 Les activités qui étaient à développer dans ce programme sont énumérées ci-après :

- Analyse-diagnostic pluridisciplinaire du fonctionnement des périmètres irrigués retenus. Ce diagnostic permettra de formuler les propositions pour l'amélioration du management des différentes unités de l'aménagement hydro-agricole ;

- Présentation des résultats du diagnostic et des propositions aux organisations paysannes et aux organismes de vulgarisation agricole et de développement rural ;
- Elaboration à partir du diagnostic, d'un programme d'expérimentations qui tient compte du référentiel technique disponible soit localement, soit à partir du champ d'expériences de l'IIMI dans le monde ;
- Recommandations des politiques et des procédures permettant d'améliorer les performances de l'irrigation et de transférer aux organisations paysannes la gestion des aménagements ;
- Elaboration d'une méthodologie pour le suivi-évaluation continu de l'impact des propositions testées avec les producteurs pour permettre à la fois leur ajustement et leur mise en forme en termes d'outils pédagogiques pour la formation.

2.4.4 Le volet formation intéresse les cadres, les encadreurs, les producteurs et les animatrices des groupements féminins. Le programme de formation professionnelle sera axé non seulement sur les aspects proprement techniques à la conduite de l'irrigation, mais surtout sur des techniques, méthodes et principes du management de l'irrigation, c'est-à-dire sur les aspects techniques et organisationnels du fonctionnement optimum et de l'entretien du réseau d'irrigation.

2.4.5 Les principales composantes du projet sont les suivantes :

- A. Assistance technique
- B. Personnel national
- C. Formation-Information
- D. Equipements
- E. Fonctionnement
- F. Suivi-Evaluation.

3. EXECUTION DU PROJET

3.1 Entrée en vigueur et démarrage

Le don accordé par le FAD à la République du Niger, a été approuvé le 29 octobre 1990 et le protocole a été signé le 10 janvier 1990. Son entrée en vigueur prenait effet le 05 juillet 1991 (notification au Gouvernement le 08 août 1991), après réalisation des conditions préalables fixées dans le protocole d'accord, à savoir :

- a) la signature d'un protocole d'accord entre le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG/EL) et la Représentation régionale de l'Institut international du management de l'irrigation (IIMI), confiant à ce dernier le rôle d'agence d'exécution du projet et précisant les conditions de mise à disposition par l'IIMI d'un expert permanent en management de l'irrigation au profit du projet et aux conditions jugées acceptables par le Fonds (satisfaite le 12 décembre 1990) ;

- b) L'accord de siège pour l'installation de l'IIMI au Niger, signé le 27 mars 1991, suivi de la mise à disposition effective par cet organisme de l'expert permanent en management de l'irrigation, le 26 juin 1991 ;
- c) l'ouverture d'un compte bancaire spécial destiné à recevoir les contributions du Fonds (02 avril 1991) ;
- d) la mise en place du comité de coordination (CC) du projet et la nomination de ses membres par arrêté conjoint signé le 14 mai 1991 par les quatre Ministères concernés, c'est-à-dire le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage (MAG/EL), le Ministère de l'hydraulique et de l'environnement (MHE), le Ministère du Plan (MP) et le Ministère de l'éducation nationale (MEN) ;
- e) l'affectation au projet par les départements ministériels respectifs, à la même date (14/5/1991), de 5 experts nationaux et 3 agents techniques dont les curricula vitae ont été approuvés par le Fonds. et qui ont effectivement pris leurs fonctions en novembre de la même année ;
- f) la communication au Fonds de la liste définitive des périmètres du projet.

3.2 Modifications

3.2.1 Le nombre de périmètres - sites du projet a dû être porté de trois à quatre, en définitive . En effet, Kourani – Baria I et II constituent sur le plan organisationnel deux entités totalement distinctes gérées chacune de façon indépendante. Aussi, leur assimilation à un seul et même périmètre au niveau du rapport d'évaluation (en raison de leur identité d'appellation) a dû être corrigée.

3.2.2 S'agissant des coûts prévus des différentes composantes du projet, la liste des biens et services (LBS) a subi un réajustement des montants alloués à l'assistance technique et à la formation, mais sans modification au plan global, pour tenir compte d'une sous-évaluation de l'assistance technique (AT) IIMI pour des raisons de surcoûts liés des fluctuations du taux de change UC/USD ; et de l'allongement du planning d'exécution du projet ; ainsi que des économies réalisées au niveau des programmes de formation.

3.3 Calendrier d'exécution

3.3.1 En ce qui concerne la réalisation du projet proprement dite, les difficultés rencontrées au départ pour collecter l'information de base à transformer en données significatives, d'une part, et les faiblesses de coordination des travaux des différents experts intervenant sur le terrain, d'autre part, sont à la base des retards de calendrier enregistrés. Ces insuffisances ont largement entravé la mise en œuvre de l'approche pluridisciplinaire, notamment après la phase d'analyse – diagnostic, initialement prévue pour durer moins d'un an et qui a finalement duré six ans.

3.3.2 Le démarrage du projet qui était prévu dans le rapport d'évaluation en mars 1991 a dû être reporté. La réalisation effective n'a finalement commencé qu'en novembre 1991. Cette situation s'explique notamment par le temps pris pour mettre à la disposition du projet les experts nationaux nécessaires. Il convient de constater, à ce titre que le sociologue prévu n'a été recruté qu'un an et demi après le démarrage du projet. Le projet n'est entré dans la phase d'analyse-diagnostic que deux années après son lancement, soit en 1993.

3.3.3 Toutes ces difficultés, et en particulier le retard enregistré pendant la phase d'analyse - diagnostic et les problèmes de coordination scientifique et technique des activités, ont entraîné le report de l'achèvement du projet au mois de septembre 1997. Ainsi, le projet a eu une durée réelle de 6 ans (5 ans et 11 mois), à compter de la date effective de démarrage (01 novembre 1991) au lieu des 4 ans prévus.

3.4 **Rapports**

L'organe d'exécution a soumis régulièrement à la Banque les rapports périodiques : rapports trimestriels d'activités, états financiers certifiés du projet, audit des comptes du projet et rapport d'achèvement. Ces rapports ont été de bonne qualité. Le donataire a satisfait à toutes les obligations prévues dans les conditions générales. Une évaluation finale du projet a été réalisée en février 1997. En plus, de nombreux rapports des missions d'appui et diverses publications ont été produits par le PMI – N (voir annexe 6).

3.5 **Acquisitions des biens et services**

3.5.1 L'acquisition des biens et services nécessaires à la réalisation du projet a été faite conformément aux modes d'acquisitions prévus. Elle n'a rencontré aucune difficulté. L'expert en management de l'irrigation a été fourni par l'IIMI agence d'exécution du projet dans le cadre d'un protocole d'accord signé le 12 décembre 1990 entre le MAG/EL et l'IIMI, complété par un contrat d'assistance technique en date du 27 mai 1991 et avenants y relatifs intervenus les 28 mars 1995, 12 décembre 1995 et 13 février 1997. En plus de l'expert permanent en management de l'irrigation fourni par l'IIMI, comme prévu, des missions d'appui périodiques d'experts internationaux et nationaux provenant d'établissements spécialisés dans la recherche et la formation ont été réalisées avec satisfaction.

3.5.2. Conformément aux procédures prévues par le rapport d'évaluation, l'acquisition des véhicules et équipements a été réalisée sur la base d'appels d'offres locaux ou de demandes de cotation auprès des fournisseurs internationaux spécialisés (pour ce qui concerne certains équipements hydrauliques). Le recrutement des consultants chargés de la mission d'évaluation externe s'est opéré à partir d'un appel d'offres sur liste restreinte. Les prestations de formation ont fait l'objet de protocole d'accords avec les établissements spécialisés (EIER, CNEARC, ETSHER, Université Niger...).

3.6 **Sources de financement et décaissements**

3.6.1 Le coût total du projet était estimé à 2,35 millions (2.346.011,55 UC). Le financement provenait de la Banque (FAD/FAT) et du Gouvernement Nigérien qui devaient respectivement apporter (2.169.998,51 UC) et (176.013,04 UC). La part de l'Etat était destinée au paiement des salaires des experts nationaux mis à la disposition du projet par l'Administration, sans que cela ne crée de charge supplémentaire pour le Budget. Le Gouvernement s'est totalement acquitté des engagements pris dans le cadre de l'accord de don.

3.6.2 Le premier décaissement du don, comprenant une dotation en fonds de roulement et frais d'assistance technique, est intervenu le 09 octobre 1991. Le dernier décaissement a été enregistré le 01 janvier 1998, laissant un reliquat de 5.004,07 UC (0,23 %) annulé le 15 juillet 1998. Ainsi, le taux de décaissement total du don s'établit exactement à 99,77 %, soit 2.164.994,93 UC. La situation des décaissements effectués ainsi que l'évolution de

l'exécution budgétaire globale du projet depuis le démarrage des activités (01 novembre 1991) jusqu'à la date de clôture révisée du projet (31 décembre 1997) figurent en annexes 1 et 2.

4. PERFORMANCE DU PROJET

4.1 Performance opérationnelle

4.1.1 Toutes les activités du projet ont été achevées en septembre 1997. La version définitive du rapport de la mission d'évaluation finale du projet a été remise à la Banque, en octobre 1997, et le RAP préparé par l'agence d'exécution en juin 1998. Les principaux objectifs fixés ont été atteints, comme le montre le tableau figurant en annexe 1. Une méthodologie d'analyse et de suivi-évaluation destinée aux Directeurs de périmètres, aux bureaux de coopératives et à l'ONAHA a été mise au point. L'analyse-diagnostic des sites d'études retenus a débouché sur des propositions d'amélioration des performances des périmètres irrigués. Des sessions de formation ont été organisées à l'intention des producteurs et responsables de GMP. Un manuel de gestion de l'irrigation en langues nationales (haoussa et djerma) a été élaboré par le projet. Des programmes de formation, des séminaires, et de voyages d'études ont été organisés à l'intention des cadres des organismes d'encadrement de l'irrigation, des étudiants et des producteurs.

4.1.2 Des résultats significatifs et originaux relatifs aux performances des aménagements hydro – agricoles ont pu être obtenus et diffusés auprès des différents acteurs de l'irrigation dans le pays. Ils portent notamment sur la production (ressources en eau, en terre et en main d'œuvre), sur la rentabilité de l'agriculture irriguée, la gestion financière et organisationnelle au sein des coopératives. De plus, les programmes de formation et d'information ont été conçus pour promouvoir à la fois l'éducation, en particulier l'alphabétisation des producteurs et les échanges de connaissances et d'expériences comme supports de l'initiation à l'application durable des techniques adaptées de gestion de l'irrigation. Il s'agit là d'apports précieux qui contribueront, sans nul doute, au renforcement des capacités en management de l'irrigation, et spécialement à la recherche des solutions les plus appropriées aux problèmes d'autogestion et de pérennisation des périmètres irrigués. Malgré les difficultés rencontrées dans la coordination des activités du projet, la liaison recherche-développement-formation a toutefois pu être renforcée, grâce aux travaux menés avec la collaboration de l'INRAN et de la FAC-AGRO. L'INRAN a été impliqué dans l'analyse des systèmes de production et de tous les aspects socio-économiques des sites d'intervention du projet. L'INRAN consolide les acquis du projet, par la poursuite de travaux de recherche sur la gestion technique, sociale et foncière de l'irrigation, dans le cadre du pôle de recherche sur les systèmes irrigués en Afrique soudano-sahélienne. La FAC-AGRO a réalisé une étude sur l'utilisation des engrais en milieu paysan. Le projet lui a fourni un appui institutionnel et a accordé 4 bourses de spécialisation, dont une thèse de doctorat sur le suivi de l'évolution physico-chimique des sols (salinité). Plusieurs étudiants (40) ont bénéficié de l'encadrement académique du projet.

4.2 Performance institutionnelle

Efficacité de la gestion et de l'organisation

a) Cadre institutionnel

4.2.1 Le cadre institutionnel du projet comprenait d'abord le comité de coordination (CC), organe de direction, de prise de décisions et d'orientation de toutes les activités du projet dont l'agence d'exécution confiée à l'IIMI devait assurer la gestion quotidienne courante. En tant

que structure de concertation permanente, il incluait les décideurs nationaux du Ministère de tutelle (le Directeur Général de l'ONAHA et le DEP du MAG/EL), le Directeur du GR pour le compte du MHE, un représentant du MP, les cadres des organismes impliqués dans l'agriculture irriguée (le Directeur Général de l'INRAN, le Doyen de la FAC. AGRO et le représentant de l'IIMI. Le dispositif opérationnel du projet intervenant directement sur les organisations paysannes, se composait d'un expert permanent en management de l'irrigation relevant de l'IIMI, de six experts nationaux dont quatre à mi-temps et trois agents techniques mis à la disposition du projet par les organismes spécialisés des départements administratifs concernés.

4.2.2 Les agriculteurs étaient, et sont toujours, organisés en coopératives techniquement subdivisées en groupements mutualistes de production (GMP) qui sont en fait des réseaux d'irrigation d'un à deux villages comprenant des comités spécialisés dans les différentes tâches en vue du fonctionnement efficient des groupements.

b) Efficacité des structures organiques

4.2.3 Le montage institutionnel mis en place n'a pas bien fonctionné en pratique. Ceci a été à l'origine de difficultés dans le fonctionnement du projet compte tenu du manque de stabilité et du système de désignation de ses membres. Le CC n'a pas pleinement joué son rôle et semblait, dès le départ, ne pas avoir bien assimilé ses différentes attributions (hormis la tenue de réunions administratives périodiques). En effet, le CC qui est demeuré totalement absent au plan opérationnel (seulement 2 visites sur le terrain - en mars et octobre 1995 - durant tout le projet) et quasiment coupé de tout contact avec les experts du projet semblait méconnaître son rôle et donc ne pouvait exercer ses responsabilités, notamment en ce qui concerne le contrôle et suivi effectifs, la coordination technique et l'orientation du projet. Il découle de cet état de fait que l'agence d'exécution et les experts du projet se sont plutôt retrouvés abandonnés à eux-mêmes.

c) Efficiency de la gestion

4.2.4 Le manque de coordination entre experts, dans le cadre du projet, a donné lieu à des approches sectorielles concurrentes non intégrées et à une certaine redondance (reprise) dans la dispersion de travaux de terrain déjà effectués (source de pertes de temps). La coordination scientifique et technique du dispositif opérationnel du projet par l'agence d'exécution a également fait défaut. Cependant, la gestion financière et comptable du projet a été tenue avec rigueur, et quelquefois restrictive sur le plan de la libération des ressources nécessaires à l'accomplissement des différentes activités, selon les avis des cadres nationaux du projet rencontrés par la mission d'achèvement. Enfin, concernant l'audit des comptes du projet, les comptes du projet ont été régulièrement audités. Le travail de vérification et de révision effectué par la mission d'achèvement sur les différents comptes et états financiers n'a pas révélé de problèmes de fiabilité de l'information ou de normalisation comptable, ni d'irrégularités au niveau des audits produits.

Recrutement et formation du personnel

4.2.5 L'expert permanent en management de l'irrigation de l'IIMI et les cadres nationaux nécessaires au PMI - N ont été recrutés en 1991. Le PMI-N a connu tout au long de son exécution une instabilité et rotation excessive des cadres nationaux. Seul l'expert hydraulicien est resté d'un bout à l'autre du projet. Enfin, l'expert de l'IIMI a quitté quelques mois avant la fin du projet, et a été remplacé par le représentant régional de l'IIMI en Afrique de l'Ouest. Ce

dernier a apporté une contribution appréciable pendant la phase d'achèvement des activités du projet, notamment dans la finalisation des rapports du projet. Ces mouvements de personnel ont incontestablement engendré d'importantes perturbations au niveau de l'exécution du projet.

Performance des consultants et des fournisseurs

4.2.6 De mai 1992 à mars 1997, le PMI – N a régulièrement bénéficié de prestations de services de qualité fournies par des consultants, sous forme de missions d'appui technique du siège de l'IIMI et d'autres institutions spécialisées dans le domaine de l'irrigation (37 en tout), qui ont été déterminantes dans la réalisation des performances obtenues par un renforcement significatif des capacités de l'équipe du projet. Une mission d'évaluation externe de fin de projet (d'une durée de 28 jours) a été réalisée en janvier - février 1997. Les résultats de la mission ont été jugés satisfaisants par les autorités nationales et membres du comité de coordination du projet.

4.2.7 L'IIMI, en dépit de nombreuses difficultés, a pu fournir une assistance technique appréciable aux exploitants, aux organisations paysannes, aux cadres nationaux et à tous les organismes concernés par la gestion de l'irrigation au Niger. Les exploitants sont satisfaits des prestations du projet, notamment en ce qui concerne la formation et les voyages d'études et la gestion de l'eau. Les Autorités nationales insistent sur la nécessité de poursuivre le projet par la mise en place d'une phase complémentaire pour la consolidation des acquis du projet. Les fournisseurs de véhicules et d'équipements informatiques et hydrauliques ont rempli leurs contrats avec satisfaction.

Performance institutionnelle du donataire

4.2.8 Les conditions du protocole d'accord de don du FAD ont été entièrement satisfaites par le donataire. L'appui qu'il devait apporter à la réalisation du projet a énormément souffert des changements incessants de personnel (nominations/destitutions, mutations) opérés à la tête du CC (présidence exercée par l'ONAHA qui a vu passer 7 Directeurs généraux différents pendant la durée du projet) ainsi qu'au sein même du dispositif opérationnel du PMI – N. Les incertitudes sur l'organisation et la restructuration de l'ONAHA ont eu des conséquences négatives sur le projet. En outre, l'organisation centralisée des coopératives et la forte implication de l'Etat, dans la gestion des périmètres n'est pas de nature à favoriser le processus d'autogestion paysanne.

4.3 Performance financière

Résultats financiers

4.3.1 Dans la mesure où chaque coopérative dispose d'un compte d'exploitation, on arrive à constater une réduction, due à un meilleur contrôle, des charges en évitant les gaspillages d'eau et d'électricité ainsi que des progrès dans la maintenance des équipements. Ce qui par voie de conséquence permet de conclure à une amélioration du résultat d'exploitation en termes financiers. Les revenus tirés par les exploitants des périmètres sont relativement bons. La moyenne pondérée au niveau des périmètres touchés par le projet du revenu net par journée de travail est plus de 2,19 fois le coût de la main-d'œuvre agricole.

Taux de rentabilité

4.3.2 Les taux de rentabilité économique et financière non calculés lors de l'évaluation, n'ont pas été évalués dans le présent rapport d'achèvement. Il s'agit en effet d'un projet de recherche - développement et non d'un projet de production. A ce titre, les produits spécifiques du projet sont davantage qualitatifs (formation, amélioration de la gestion et de l'exploitation des périmètres irrigués). Ils concernent des données plus qualitatives que quantitatives, du moins au stade actuel.

4.4 **Performance économique**

Les performances des périmètres touchés par le projet ont été améliorées. Les rendements ont augmenté (4,5 t. à 5 t./ha par campagne, pour le riz qui est la principale culture irriguée), avec le PMI – N, 98% en moyenne des superficies des périmètres concernés sont désormais exploitées contre 30% seulement avant le projet. Le repiquage des plants s'est amélioré et a été multiplié par 1,5. Le riz est devenu pour 87% des exploitants une culture à la fois vivrière et de rente. Il en résulte une augmentation des revenus, ainsi qu'une amélioration de la situation alimentaire et une création d'emplois. Pour preuve, la demande de parcelles irrigués (véritable ruée) ne cesse de croître ; ramenant leur taille déjà exigüe (0,25 à 0,50 ha) à des dimensions encore plus réduites. Ce résultat qui découle au moins en partie de la formation à la gestion de l'eau pour en maximiser l'utilisation sans gaspillage a entraîné d'autres bouleversements observables dans le système de production : développement de l'élevage et du maraîchage (dans les périmètres irrigués destinés essentiellement à la monoculture du riz, avant le projet) ; des calendriers culturels mieux remplis et une plus grande implication des jeunes dans le système productif.

5. **IMPACT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES**

5.1. **Impact économique et social**

5.1.1 L'approche participative et pluridisciplinaire prévue dans le rapport d'évaluation a été mise en œuvre par le projet. Elle a permis une grande mobilisation et a eu un impact psychologique et social remarquable sur les populations - cibles. Les campagnes de sensibilisation et de formation de proximité, plus une information – communication de qualité, réalisées dans la langue des exploitants, durant les six années du projet, ont conduit à une amélioration des compétences techniques et des capacités de gestion des systèmes irrigués.

5.1.2 La formation à la gestion de l'eau des exploitants organisés en comités spécialisés, a permis de réduire les conflits entre les usagers dans le partage des eaux. Les programmes d'alphabétisation ont permis l'acquisition des connaissances, notamment grâce à l'élaboration de documents techniques en langue nationale. Les voyages d'études et les échanges d'expériences entre coopératives et cadres ont aiguisé davantage l'esprit d'initiative. Le PMI-N a également contribué au renforcement des capacités techniques de l'Administration (MAG/EL, MHE, organismes spécialisés impliqués dans le projet) en matière de formation de professionnels de l'irrigation.

5.1.3 Par ailleurs, les producteurs touchés par le projet déclarent que leurs revenus ont augmenté. Le développement important de l'élevage autour des périmètres qui constitue également une forme d'épargne en nature pour ces mêmes paysans en est une illustration. L'accroissement des revenus et les effets dérivés de réduction de la pauvreté, induits par la mise en œuvre du PMI-N, sont à la base de l'important recul de l'exode rural (des jeunes

notamment) dans les villages touchés par le projet. Mais, il y a lieu de regretter le manque d'implication des femmes dans la gestion des coopératives bénéficiaires du projet, à cause des rigidités culturelles liées en particulier à l'appropriation foncière.

5.2 Incidences environnementales

Les activités du projet relatives à la conduite d'un programme de recherche-développement n'ont pas engendré d'impacts négatifs sur l'environnement. Le projet a plutôt contribué à une utilisation plus judicieuse des ressources et à la protection de l'environnement par le diagnostic des causes d'inondations (par exemple les (cours d'eau) Kori) qui a permis d'améliorer le drainage des eaux de ruissellement et la protection des périmètres. Le curage régulier des canaux et des drains a également amélioré la qualité des sols. Les actions de formation menées par le projet notamment dans la gestion de l'eau, ont permis de faire des économies dans l'utilisation des ressources, grâce à une diminution des pertes et une maintenance plus régulière des infrastructures et des ouvrages. La formation des producteurs dans l'utilisation des engrais a des incidences positives sur la fertilité des sols et a permis d'atténuer les impacts du rejet des éléments chimiques sur l'environnement.

6. DURABILITE

6.1 La formation des directeurs de périmètres et des organisations professionnelles sont des facteurs contribuant à la durabilité des réalisations du projet. Cependant, les systèmes irrigués restent vulnérables et leur viabilité est menacée par des faiblesses financières des coopératives. Les fonds de réserve n'ont pas pu être constitués, pour faire face aux réparations majeures et aux renouvellements des équipements de pompage. L'ONAHA, en raison des incertitudes relatives à sa restructuration et son instabilité administrative ne s'est pas réellement approprié des résultats de recherche-développement du projet. Toutefois, la création récente (1997) d'une Direction de la Recherche – Développement au MAG/EL manifeste la volonté politique du Gouvernement d'assurer une coordination étroite des différentes activités entreprises et un suivi permanent des résultats acquis dans ce domaine au profit du secteur agricole et du sous - secteur irrigué.

6.2 Par ailleurs, les projets en cours tels que le projet Grande Irrigation (PGI) du FED, et le projet Promotion de l'Irrigation Privée (PIIP) exécuté par l'Agence nationale pour la promotion de l'irrigation privée (ANPIP), mettent en œuvre les propositions d'amélioration des performances des périmètres préconisées par le projet et en les consolidant. Ces propositions seront prises en compte dans le cadre de l'élaboration d'un programme de développement de l'irrigation dans la vallée du Niger prévue dans les termes de référence de l'étude de faisabilité du barrage de Kandadji financée par le FAD.

6.3 D'autres facteurs de blocages et de contraintes au niveau des filières de production agricole au Niger ont été également relevés, à savoir :

- i) Le niveau élevé du coût des facteurs de production, l'électricité (dans ce cas spécifique de l'irrigation par pompage d'eau) et certains intrants (notamment les engrais), au premier chef. Ce qui pose des problèmes ardues d'approvisionnement des coopératives aggravés par les tensions de trésorerie, largement dues aux difficultés d'écoulement de la production (commercialisation), du fait de la mauvaise situation financière du RINI (Riz du Niger), et en raison du manque de système de crédit agricole depuis la faillite de la CNCA à la fin des années 80 ;

- ii) le manque de compréhension de la part des usagers du rôle des réseaux de drainage, ce qui conduit à un fonctionnement non satisfaisant de ces réseaux pouvant entraîner un engorgement prolongé en eau et à terme des risques de salinisation des sols ; et
- iii) le manque de communication entre les responsables des bureaux et les membres des coopératives et l'insuffisance de formation des paysans (non préparation au plan technique et de la gestion) pour prendre le relais de l'Administration comme corollaire au processus de désengagement de l'Etat de la gestion des aménagements.

7. PERFORMANCE DE LA BANQUE ET DU DONATAIRE/COFINANCIER

7.1 Performance de la Banque

7.1.1 L'évaluation du projet a été faite sur la base d'un dossier de préparation élaboré par l'IIMI. Au niveau de la préparation, le temps nécessaire à la collecte des données de base a été sous-estimé. La supervision du projet sur le terrain, par la Banque, a été insuffisante. Une seule mission de supervision technique a été effectuée par la Banque en mai 1995. Une supervision financière a été réalisée en juillet 1997. Toutefois, il y a eu des visites régulières des gestionnaires du projet au siège de la Banque. Une mission d'évaluation de fin de projet a été exécutée par des consultants externes en 1997. Mais la mission de revue à mi – parcours, prévue pour 1993 – 1994, n'a pas pu être réalisée.

7.1.2 . Par ailleurs, un certain décalage entre les délais de mise à disposition des ressources du fonds de roulement et le rythme d'avancement du projet sur le terrain (retards réguliers de 3 à 4 mois) a été à l'origine de beaucoup de perturbations et de lenteurs dans l'exécution du projet.

7.2 Performance du donataire/cofinancier

Le Gouvernement a institué le Comité de coordination et a mis à la disposition du projet les cadres nationaux prévus, avec des retards et de nombreuses mutations. La mission d'achèvement a noté un manque d'appropriation des acquis du projet par l'ONAHA. Le Comité de coordination n'a pas bien fonctionné. Le Gouvernement vient de créer une Direction nationale de recherche-développement qui pourra valoriser les acquis. Les propositions d'amélioration des performances des périmètres irrigués par pompage sont mises à profit par les principaux projets d'irrigation en cours dans la vallée du Niger. Les conditions du don ont été satisfaites dans les délais. Les conditions générales (remise rapports d'activités et d'audit) ont été respectées par le donataire.

8. PERFORMANCE GLOBALE ET NOTATION

Les activités prévues dans le cadre du projet ont été réalisées. Cependant, une lacune a été relevée en ce qui concerne l'expérimentation partielle des résultats abondants de la recherche-développement, et notamment de la méthodologie d'évaluation des performances mise au point. Malgré de nombreuses difficultés de parcours, le projet a réussi à élaborer, à son terme, de bons produits. Les performances relatives à l'exécution du projet sont satisfaisantes (note = 2,40/4. En effet, le projet a donné de bons résultats de bonne qualité. Les

performances de la Banque durant les phases du cycle de projet (2,50/4) ont été marquées par une bonne préparation du projet, mais, ont été affectées par le faible niveau de supervision sur le terrain. La performance relative à l'impact sur le développement (2,30/4,00) est important en milieu paysan avec cependant un manque d'appropriation des outils par l'ONAHA. Le projet PMI – N est donc considéré comme globalement satisfaisant (2,40/4). Le détail des notes figurent en Annexe 4.

9. CONCLUSIONS, LECONS ET RECOMMANDATIONS

9.1 Conclusions

En dépit d'un environnement (contexte institutionnel) particulièrement difficile, le projet a pu atteindre des résultats satisfaisants. Le PMI-N a eu un impact positif, au vu des objectifs définis lors de son évaluation. Les performances attendues aux différentes étapes de son exécution ont été réalisées. Il s'agit d'acquis d'autant plus précieux que la qualité et l'ampleur du travail produit par le PMI – N et constitue le premier travail de recherche-développement en management d'envergure au Niger. Le projet a permis de réaliser : (a) le diagnostic complet de tous les sites d'intervention, (b) l'inventaire de l'ensemble des freins au développement de l'irrigation, et (c) la formulation de propositions de solutions concrètes aux difficultés constatées. Le PMI-N a mis au point une méthodologie d'évaluation des performances et de suivi permanent du fonctionnement et de la gestion des périmètres irrigués par pompage, et un manuel pratique de gestion de l'irrigation en langue nationale.

9.2 Leçons

Les principaux enseignements qui se dégagent de la mise en œuvre du projet sont les suivants :

- a) Au plan du montage institutionnel, la coordination du projet a été déficiente. La désignation de membres du Comité de coordination de nature technique et scientifique ne doit être fonction du rattachement administratif mais plutôt des compétences techniques et scientifiques ;
- b) le manque de stabilité des cadres nationaux affectés au projet par les Administrations (sans recrutement par le projet) est généralement dû au faible niveau de leur rémunération. Cette situation a affecté le déroulement normal du projet. La solution adéquate à cette instabilité serait le recrutement direct des cadres sur le marché du travail ; et ou l'augmentation des rémunérations et des indemnités ;
- c) enfin, les problèmes liés au manque de sécurisation foncière des agriculteurs, à la politique actuelle de tarification de l'eau, aux coûts élevés des différents facteurs de production, aux difficultés d'approvisionnement en intrants et à l'écoulement des produits et à l'absence de politique de financement (en dehors de la finance informelle) du secteur agricole appellent des stratégies correctives d'urgence, dans la mesure où ces contraintes limitent considérablement le développement du secteur et donc du sous – secteur irrigué.

9.3 Recommandations

Eu égard aux considérations ci-dessus et aux principaux constats établis sur les points forts et les faiblesses du projet, les recommandations ci-après sont formulées :

9.3.1 A la Banque

- i) Compte tenu de l'ampleur réelle des besoins du pays en matière de formation à la gestion de l'irrigation et de l'expérience déjà acquise, il est recommandé la poursuite du programme d'activités de recherche et de formation de l'IIMI dans la sous - région, spécialement au Niger (dans le cadre de l'appui financier de la Banque aux structures de recherche) en vue de consolider les avantages du projet ;
- ii) dans le cadre de la mise en place ultérieure de projets similaires, une attention particulière doit être portée à aller :
 - a) mieux cerner, au moment de l'évaluation, les contraintes inhérentes à la phase d'analyse – diagnostic, au niveau du démarrage effectif des projets, ainsi que les divers aspects socio-économiques, spécialement ceux ayant trait aux préoccupations ou intérêts particuliers des différents intervenants ;
 - b) s'assurer de l'existence des capacités de coordination scientifique (sous – comité ad hoc, par exemple) au niveau des organes nationaux de pilotage des projets ;
 - c) garantir une plus grande motivation des cadres nationaux par leur recrutement (contractualisation) au sein des projets ; et enfin ou par une augmentation du niveau de rémunération et des indemnités à allouer au personnel ; et enfin
 - d) procéder, autant que faire se peut à une évaluation à mi-parcours, et à au moins une mission de supervision par an pour limiter l'apparition d'un certain nombre de difficultés, souvent d'ordre organisationnel ou institutionnel.

9.3.2 Au Gouvernement

- i) la mise en place d'une politique de financement du secteur agricole et plus largement du développement rural (crédit agricole), l'assainissement de la situation financière des coopératives et l'amélioration de leurs systèmes d'organisation s'imposent ;
- ii) les insuffisances institutionnelles dont la correction détermine la durabilité des acquis appellent un certain nombre de mesures urgentes :
 - a) l'accélération de la restructuration de l'ONAHA, l'intégration des principales recommandations du projet dans son programme d'activités et la mise à disposition des moyens indispensables pour lui permettre d'exercer efficacement les différentes opérations de vulgarisation et de suivi ;

- b) la stabilisation des experts nationaux dans les projets et des organes de coordination ;
- c) la décentralisation de certaines fonctions au niveau des GMP à l'intérieur des coopératives pour une gestion plus efficace des groupements responsabilisant davantage les agriculteurs ;
- d) et l'accompagnement nécessaire des agriculteurs dans le processus de libéralisation économique, en ce qui concerne la commercialisation des produits, en les aidant par exemple par la mise à disposition de d'information sur divers débouchés intérieurs comme extérieurs, sur les prix, les circuits d'approvisionnement et de distribution, etc.

NIGER

PROJET D'APPUI AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE POUR
LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE L'IRRIGATION
Rapport d'achèvement

TABLEAU COMPARATIF DES RESULTATS DU PROJET

(A) ACTIVITES/COMPOSANTES	(B) RESULTATS ATTENDUS	(C) RESULTATS OBTENUS
<p>1. Recherche – développement</p>	<p>1.1 Mise au point d'une méthodologie pour l'analyse de la gestion et du fonctionnement des périmètres irrigués et pour l'évaluation de leurs performances</p> <p>1.2 Formulation de propositions concrètes et fiables d'amélioration des performances portant sur la gestion techniques des réseaux de distribution d'eau (efficacité, équité, fiabilité), la valorisation de l'irrigation (diversification de la production), l'utilisation des aménagements (intensification), l'organisation et l'efficacité des transferts de responsabilité aux producteurs.</p> <p>1.3 Définition d'un ensemble de recommandations techniques et socio-économiques pour la réhabilitation des périmètres irrigués de la vallée du fleuve Niger (politiques de crédit agricole et de tarification de l'eau, conditions de participation des agriculteurs à la gestion et à l'entretien des aménagements).</p> <p>1.4 Tests en grandeur réelle des résultats de la recherche (mise au point d'un référentiel technique et organisationnel approprié), des propositions et recommandations sur les périmètres – sites du projet en vue de leur validation et diffusion générale (appropriation par les agriculteurs, le pays et la sous – région).</p>	<p>1.1 Méthodologie d'analyse et de suivi - évaluation (S-E) destinée aux DP (directeurs de périmètres), bureaux de coopératives et à l'ONAHA mise au point.</p> <p>1.2 Propositions effectivement formulées (voir rapports de synthèse du diagnostic et de l'analyse comparative des performances de chacun des 4 sites d'étude du projet.</p> <p>1.3 Recommandations élaborées et présentées pour les différents volets dans le rapport final de synthèse du PMI – N.</p> <p>1.4 Techniques et résultats issus des études diagnostiques en partie testés sur le terrain (exemple des tests de fertilisation et d'analyse des sols sur le périmètre de Saga.</p>
<p>2. Formation</p>	<p>2.1 Formation permanente des producteurs des périmètres étudiés.</p>	<p>2.1 Mise en œuvre de sessions de formation pour tous les producteurs et responsables des coopératives (responsables de GMP) de chaque site, selon la méthodologie et chronologie suivantes : (a) 1 session pour l'ensemble des responsables élus des GMP (50 personnes), en 1993 ; b) 1 session pour les responsables des comités spécialisés des GMP en irrigation et les pompistes (50 personnes), toujours en 1993 ; et 1 dernière session autour du manuel de gestion en langues nationales, en 1997, pour 167 personnes déléguées par les producteurs eux – mêmes. Visites d'échange d'expériences entre périmètres au Niger organisées en 1994, à l'intention des producteurs accompagnés de leurs DP.</p>

(A) ACTIVITES/COMPOSANTES	(B) RESULTATS ATTENDUS	(C) RESULTATS OBTENUS
<i>Suite 1 / 2 (A)</i>	<i>Suite 1 / 2 (B)</i>	<i>Suite 1 / 2 (C)</i>
	<p>2.2 Création d'un manuel pratique, en langue nationale, de gestion de l'irrigation à destination des producteurs et des responsables de la gestion des aménagements au sein des organisations paysannes.</p> <p>2.3 3 visites de formation pour 15 cadres et 45 paysans dans un autre pays</p> <p>2.4 9 sessions de formation en management de l'irrigation pour 150 agents d'encadrement, 45 animatrices féminines et 30 cadres supérieurs.</p> <p>2.5 Stages de terrain de 4 mois pour 16 étudiants des Ecoles d'Ingénieurs en Equipement Rural (EIER).</p> <p>2.6 Stages extérieurs de 2 mois pour 8 cadres supérieurs.</p>	<p>2.2 Manuel produit dans les deux principales langues du pays (djerma et haoussa).</p> <p>2.3 Visites organisées pour : (a) 5 experts et techniciens du projet au Burkina Faso, en 1992, et pour 5 autres aux Philippines et Sri – Lanka en 1994 ; (b) 12, 18 et 20 paysans, respectivement au PMI – Nigéria (Kano) en 1992, au PMI – BF en 1993 et 1997 ; (c) les différents DP (4) au Burkina – Faso en 1993 et 1997 ; et enfin les membres du CC (7) au Mali et au Burkina – Faso en 1998.</p> <p>2.4 Mise en place de programmes de formation professionnelle spécialisée << à la carte >> élaborés à l'intention des cadres de tous les organismes nationaux chargés de la gestion et de l'encadrement de l'irrigation ; programmes de formation individuelle pour revaloriser les qualifications du personnel professionnel ; tenue de 3 sessions de formation à la gestion d'eau, gestion coopérative et méthodologie d'évaluation des performances pour l'ensemble des DP (encadrés par l'ONAHA), satisfaits des connaissances acquises à 31 % et très satisfaits à 67 % (1993, 1995, et 1997).</p> <p>2.5 De nombreuses missions en provenance d'institutions universitaires diverses, d'écoles de formation spécialisées, d'autres projets, ainsi que d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, en plus de l'accueil au sein du PMI – N, pendant 1 à 12 mois, de 30 étudiants de différents niveaux, dont des nationaux, en stages de courte durée sanctionnés par la production de rapports et mémoires.</p> <p>2.6 9 experts et techniciens du projet en stages de formation professionnelle de 1 à 3 mois au PMI – BF et en France, en 1992 ; et allocation de 4 bourses dont 1 pour la préparation d'une thèse de doctorat en agronomie à Poitiers (France) et 3 pour une spécialisation en hydraulique agricole, pendant 1 an, à l' EIER (Ouagadougou).</p>

(A) ACTIVITES/COMPOSANTES	(B) RESULTATS ATTENDUS	(C) RESULTATS OBTENUS
<i>Suite 2 / 2 (A)</i>	<i>Suite 2 / 2 (B)</i>	<i>Suite 2 / 2 (C)</i>
<p>3. <u>Information – communication</u> (IEC)</p>	<p>3.1 2 séminaires nationaux de 2 jours avec 15 participants chacun venant des administrations concernées par le projet.</p> <p>3.2 - 1 séminaire international de 3 jours avec 40 participants dont 10 venant des organismes internationaux et des autres pays de la sous – région.</p> <p>3.3 - Publication de 3 numéros/an d'un Bulletin Régional d'Information sur l'Irrigation.</p>	<p>3.1 Les résultats des analyses diagnostiques ont été régulièrement portés à la connaissance des différents partenaires du projet à travers divers mécanismes dont notamment la tenue de plusieurs séminaires – ateliers soutenue par une large diffusion des documents du projet. Il en va de même pour les recommandations à l'endroit des Autorités Nationales sur les politiques et procédures susceptibles d'améliorer les performances des aménagements et de renforcer les capacités des exploitants à s'auto - gérer. Un atelier national a été organisé en novembre 1994 sur le thème <i>Les approches méthodologiques de l'irrigation au Niger</i>. La réalisation d'une étude sur les rapports entre <i>Genre et irrigation</i> sur les périmètres de Saga et Tillakaina a donné lieu à un séminaire – atelier de restitution.</p> <p>3.2 Un séminaire du Groupe Irrigation de l'IIMI sur le thème <i>Les conditions d'une gestion paysanne dans les aménagements hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest</i> a été organisé, en septembre 1996, ainsi qu'un séminaire régional de fin de projet intitulé <i>L'amélioration des performances de l'irrigation au Niger</i>, en mars 1997.</p> <p>3.3 Publication conjointe PMI – N et PMI - BF du Bulletin Régional de l'Irrigation en Afrique de l'Ouest (BRIAO) visant l'échange d'informations entre les chercheurs et les officiels concernés par les problèmes de gestion de l'irrigation.</p>

REPUBLIQUE DU NIGER

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE POUR LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE
L'IRRIGATION

Rapport d'achèvement

COUTS REELS ET FINANCEMENT PAR COMPOSANTE

(en milliers d'UC)

<u>COMPOSANTES</u>	<u>MONTANTS ALLOUES</u>			<u>MONTANTS DECAISSES</u>
	<i>Initiaux</i>	<i>Réalloués</i>	<i>Définitifs</i>	
A Assistance technique	768,53	+229,50	998,03	995,77
B. Personnel national (dont FAT/FAD) (dont Gouvernement)	351,75 (175,74) (176,01)	+48,62 (+48,62) (0,00)	400,37 (224,36) (176,01)	400,36 (224,34) (171,53)
C. Formation et information	431,88	-192,40	239,48	239,44
D. Equipement	226,76	+34,84	261,60	260,70
E. Fonctionnement	432,43	-82,90	349,53	349,53
F. Suivi – évaluation	134,66	-37,66	97,00	93,46
TOTAL (dont FAT/FAD)	2.346,01 (2.170,00)	Modifications = 0,00	2.346,01 (2.170,00)	2.336,53 (2.165,00) = 99,77%
				Reliquat sur don FAD : 5 (0,23%)

REPUBLIQUE DU NIGER

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE POUR LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE
L'IRRIGATION

Rapport d'achèvement

DECAISSEMENTS ANNUELS (CONTRIBUTION DU FAD)

ANNEES	MONTANTS (en milliers d'UC)	
	<i>Prévus</i>	<i>Réalisés</i>
1991	606,52	276,96
1992	522,05	303,72
1993	487,05	383,03
1994	554,48	249,88
1995		365,52
1996		347,52
1997		186,40
1998		51,96
TOTAL	2.170,00	2.164,99 (2.165,00)

REPUBLIQUE DU NIGER

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE POUR LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE
L'IRRIGATION

Rapport d'achèvement

CONTRIBUTION DU DONATAIRE (GOUVERNEMENT)

ANNEES	MONTANTS (en milliers d'UC)	
	<i>Prévus</i>	<i>Réalisés (estimations)</i>
1991	40,80	18,74
1992	42,92	33,01
1993	45,04	31,43
1994	47,25	22,17
1995	-	24,40
1996	-	26,84
1997	-	14,76
TOTAL	176,01	171,53

REPUBLIQUE DU NIGER

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE POUR
LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE L'IRRIGATION

Rapport d'achèvement

PERFORMANCE DE L'EXECUTION

CRITERES D'EVALUATION	NOTATION/4	OBSERVATIONS
1. Respect (adhérence) du calendrier du temps d'exécution	1	Le délai effectif de réalisation dépasse de plus de 50% la durée initialement prévue, sans mise en œuvre d'activités complémentaires. L'absence d'expérimentation en grandeur réelle, sur chaque site étudié, de certains résultats substantiels, pose le problème de leur validation.
2. Respect (adhérence) au calendrier des coûts	3	Les coûts prévus ont permis de couvrir l'essentiel des réalisations attendues (variation par rapport à l'estimation des coûts à l'évaluation inférieure à 10%).
3. Soumission aux conditions contractuelles	3	Satisfaisant, mais quelques problèmes de coordination
4. Adéquation de la supervision et des comptes-rendus	2	Supervision/coordination technique de la réalisation du projet très faible sur le terrain, malgré l'abondance et la régularité des visites au siège de la Banque, des missions d'appui au projet, des rapports d'activités et d'audits annuels. Difficulté aggravée par le manque d'évaluation à mi – parcours et la rareté des missions de supervision de la Banque.
5. Opérations satisfaisantes (le cas échéant)	3	Objectifs significatifs majeurs atteints, toutes composantes confondues.
Evaluation globale de la performance de l'exécution	2,40	S = Satisfaisant. Malgré des conditions de mise en œuvre particulièrement difficiles, le projet a pu donner des résultats de bonne qualité, de manière générale.

LEGENDE :

Catégorie HS	=	Très Satisfaisant	: score de la moyenne d'ensemble au-delà de 3 (sur 4)
Catégorie S	=	Satisfaisant	: score au dessus de 2 mais ne dépassant pas 3
Catégorie US	=	Déficient	: score supérieur à 1 mais inférieur à 2
Catégorie HUS	=	Très déficient	: score moyen d'ensemble n'entrant pas dans les critères ci-dessus (HS, S et US)

REPUBLIQUE DU NIGER

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE POUR LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE
L'IRRIGATION

Rapport d'achèvement

PERFORMANCE DE LA BANQUE

CRITERES D'EVALUATION	NOTATION	OBSERVATIONS
1.A l'identification	2,50	Projet identifié par l'appui de l'IIMI avec des perspectives régionales-
2.A la préparation du projet	3,50	Bonne préparation.
3.A l'évaluation	2,50	Rapport d'évaluation satisfaisant mais sans analyse poussée des aspects liés à la collecte de données fiables.
4.A la supervision	1,50	Rapports de supervision et d'évaluation finale satisfaisants mais missions de supervision insuffisantes quantitativement et revue à mi – parcours non réalisée. Fréquentes visites du projet du Niger ont permis le suivi à partir du siège
Evaluation de l'ensemble de la performance de la Banque	2,50	Catégorie S = Satisfaisant

REPUBLIQUE DU NIGER

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE POUR
LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE L'IRRIGATION

Rapport d'achèvement

IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT

CRITERES D'EVALUATION	NOTATION/4	OBSERVATIONS
<u>1.Pertinence et réalisation des objectifs</u> (i) Politique macro-économique (ii) Politique sectorielle (iii) Réalisation physiques (y compris la production) (iv) Politique financière (v) Réduction de la pauvreté (vi) Environnement (vii) Développement du secteur privé (viii) Autres (à spécifier)	2,50	Tous les objectifs fixés ont été atteints avec quelques retards : - Analyse du sous-secteur adéquate - Amélioration des revenus des exploitants des périmètres touchés par le projet.
<u>2.Développement institutionnel</u> (i) Cadre institutionnel y compris la restructuration (ii) Système d'information financière et de gestion (y compris système d'audit) (iii) Transfert de technologie (iv) Ressources humaines (y compris taux de rotation, formation et personnel de contre-partie)	2	Développement institutionnel entamé (organisation) en milieu paysan avec cependant des faiblesses au niveau de l'Administration, notamment de l'ONAHA.
<u>3.Durabilité</u> (i) Engagement continu de l'emprunteur (ii) Politique de l'environnement (iii) Cadre institutionnel (iv) Viabilité technique et encadrement du personnel (v) Viabilité financière y compris les systèmes de recouvrement des coûts (vi) Viabilité économique (vii) Viabilité de l'environnement (viii) Fonctionnement et Maintenance (disponibilité des fonds récurrents, taux d'échanges, pièces de rechange, équipements d'ateliers, etc.)	2,50	Le MAG/EL a créé une Direction spécialisée en matière de recherche – développement pour assurer la coordination étroite de toutes les actions dans ce domaine ainsi que le suivi permanent des acquis, et notamment la mise en œuvre des propositions et recommandations pour l'amélioration des performances des périmètres irrigués. Le système de suivi-évaluation mis au point sera également testé au niveau des différents périmètres irrigués encadrés par l'ONAHA.
<u>4.Taux de rentabilité interne</u>	SO	
EVALUATION GLOBALE DE L'IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT	2,30	Satisfaisant

REPUBLIQUE DU NIGER
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE POUR LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT EN
MANAGEMENT DE L'IRRIGATION

Rapport d'achèvement

MATRICE DES RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI

PRINCIPALES CONSTATATIONS & CONCLUSIONS	RECOMMANDATIONS	ACTIONS DE SUIVI	RESPONSABILITE
<p align="center"><u>Formulation & Bien-fondé du projet</u></p> <p>Approche participative suivie mais approche pluridisciplinaire peu intégrée. Temps et ressources humaines nécessaires pour la collecte et l'analyse des données sous-estimés lors de l'évaluation.</p>	Mieux cerner le temps minimum indispensable à la réalisation de la phase d'analyse diagnostique ainsi que les aspects socio – économiques dans les projets en préparation incluant une composante ou un volet recherche – développement.	En tenir compte dans les projets en cours de préparation.	Gouvernement/Banque
<p><i>Exécution du projet</i></p> <p>Mouvements et défections nombreuses des cadres nationaux affectés au projet, principalement à cause de leur faible niveau de rémunération.</p>	Motiver davantage et sécuriser financièrement les cadres nationaux dans des projets similaires.	Veiller à la réalisation d'une analyse du marché du travail et des conditions de rémunération des personnels au niveau des projets en cours de préparation.	Banque
<p><i>Respect des conditions du protocole d'accord</i></p> <p>Conditions préalables à l'entrée en vigueur remplies dans les délais.</p>	Sans objet	Sans objet	Sans objet
<p><i>Evaluation des performances & Résultats du projet</i></p> <p>Objectifs globalement atteints ; mais résultats scientifiques et techniques non totalement éprouvés par une expérimentation en grandeur nature, sur les différents périmètres – sites du projet, pour leur validation. Les autres activités programmées ont été menées à terme, en dépit d'importantes difficultés liées essentiellement au contexte institutionnel. Performances globalement satisfaisantes.</p>	Valoriser les acquis du projet et poursuivre le programme de l'IIMI dans la sous – région.	<p align="center">Mise en œuvre des recommandations relatives à l'amélioration des performances des périmètres irrigués.</p> <p>Suivi – évaluation du MHE (GR),MAG/EL et ONAHA</p>	<p align="center">MAG/EL, MHE, ONAHA et autres structures chargées de l'irrigation (ANPIP, INRAN, etc.)</p> <p>Banque</p> <p>MHE – MAG/EL – ONAHA</p>
<p align="center"><u>Durabilité</u></p> <p><u>Large diffusion des résultats définitifs du projet. Bonne sensibilisation des administrations et des producteurs touchés par le projet sur le management de l'irrigation.</u></p> <p><u>Environnement institutionnel comportant quelques importantes lacunes</u></p>	Prendre en considération les résultats du projet dans la conception et la formulation d'autres projets semblables. Accélérer la restructuration et rationaliser le fonctionnement de l'ONAHA en tant que structure spécifiquement chargée de l'encadrement général (conseil, appui et formation) des exploitants des périmètres irrigués.	<p>Etude du barrage de Kandadji (programme de développement de l'irrigation).</p> <p>Organisation et programmes d'actions de l'ONAHA.</p>	<p>Banque/Gouvernement (MME, MHE et MAG/EL)</p> <p>Gouvernement</p>

REPUBLIQUE DU NIGER

Projet d'appui institutionnel au Ministère de l'agriculture et de l'élevage pour la recherche
développement au Management de l'irrigation
Rapport d'achèvement

LISTE DES RAPPORTS ET PUBLICATIONS PRODUITS DANS LE CADRE DU PROJET

I. RAPPORTS FINAUX

- Rapport final de synthèse globale du Projet, 1998
- Rapport final de synthèse Formation-Information, 1997
- Comment améliorer les performances des aménagements hydro-agricoles – manuel pratique en langue nationale (djerma), 1997
- Comment améliorer les performances des aménagements hydro-agricoles –manuel pratique en langue nationale (haoussa), 1997
- Diagnostic et analyse de performance du périmètre rizicole de Saga, 1997
- Diagnostic et analyse de performance du périmètre irrigué de Kourani-Baria I, 1997
- Diagnostic et analyse de performance du périmètre irrigué de Kourani-Baria II, 1997
- Diagnostic et analyse de performance du périmètre maraîcher de Tillakaina, 1997
- Méthodologie d'évaluation des performances des périmètres irrigués, 1997.

II. RAPPORT DE DIAGNOSTIC APPROFONDI

Sociologie

1. Rapport du diagnostic social de Saga, 1996
2. Rapport du diagnostic social de Kourani-Baria I, 1996
3. Rapport du diagnostic social de Kourani-Baria II, 1996
4. Rapport du diagnostic social de Tillakaina, 1996.

Hydraulique

5. Diagnostic approfondi de Saga, 1996
6. Rapport du diagnostic approfondi des périmètres de Kourani-Baria I, 1996
7. Etude des cas de périmètre irrigué de Tillakaina, 1996.

Agronomie

8. Périmètre rizicole de Saga, diagnostic du système de production et propositions d'améliorations, 1996
9. Enquête sur les cultures maraîchères autour et à l'intérieur du périmètre rizicole de Saga, 1996
10. Périmètres rizicoles de Kourani-Baria I et II, techniques de productions et résultats agro-économiques, 1996
11. Périmètre maraîcher de Tillakaina, techniques de productions et résultats agro-économiques, 1996.

Formation

12. Formation des directeurs de périmètres, 1993
13. Formation des directeurs de périmètres, 1995
14. Synthèses sur les sessions de formation, 1996
15. Genre et Management de l'Irrigation, 1996
16. Méthodologie d'évaluation des performances des périmètres irrigués, 1996
17. Manuel de management en langues vernaculaires, 1996
18. Rapport de voyage d'études aux Philippines et Sri Lanka, 1994.

Expérimentation et Pédologie

19. Rapport final provisoire, Test de fumure de Fond à Saga, 1996
20. Rapport du test de fertilisation et analyse des sols, 1996.

RAPPORT DE DIAGNOSTIC RAPIDE

1. Diagnostic rapide du périmètre de Saga, 1992
2. Diagnostic rapide du périmètre de Kourani Baria I, 1992
3. Diagnostic rapide du périmètre de Kourani Baria II, 1992
4. Diagnostic rapide du périmètre de Tillakaina, 1992.

III. RAPPORTS DE STAGE

Hassoumi alli, une étude de contraintes liées à l'organisation et au fonctionnement de la coopérative de Saga, Niamey, Juin-Août 1992.

Abdou Mossi, le manioc, les arbres fruitiers et les sols sur le périmètre de Tillakaina, Niamey, Juillet-Septembre 1992.

Hector Sédar H.C., Problématique de la culture du manioc : aspects socio-économiques, Niamey 1992.

Idi Garba, Instruments et méthodes de mesure de débit dans les canaux d'irrigation, Niamey Juin-Août 1992.

Dadi Fatima Massalatchi, Intégration des femmes dans les aménagements hydro-agricoles cas de Saga, Niamey, Février 1993.

Idi Sani, Suivi des activités du Programme Système de Production au PMI-Niger, Niamey 1993-1994.

Aïssa Ali, les femmes et la riziculture : Cas de Saga, Niamey, Juillet-Août 1994.

Salissou Sahirou Illias Moussa, Diagnostic du fonctionnement hydraulique du périmètre irrigué de Saga, Juin-Août 1994.

Abari Moussa, Problématique du développement du maraîchage autour et à l'intérieur du périmètre rizicole de Saga, Niamey 1994-95.

Idi Sani, Problématique du développement du maraîchage à l'intérieur du périmètre rizicole de Saga, Niamey 1994-1995.

Salissou Zakaouanou, Evaluation du volume d'eau pompée à Tillakaina I et comparaison des résultats avec la campagne 1992, Niamey, Septembre 1995.

Idrissa Abarchi, Enquête de base à Kourani-Baria, Niamey, Octobre-Janvier 1995.

COMMUNICATIONS PRESENTEES AUX DIFFERENTS ATELIERS ET SEMINAIRES

Dadi Barmou, Fatima Massalatchi : Relations « Genre et l'agriculture irriguée » : cas de Saga et Tallakaïna, Niamey (Niger) – 6 janvier 1994.

PMI-Niger : Contribution du Projet Management de l'Irrigation au Niger (IIMI-PMI-Niger) au séminaire régional sur l'amélioration des performances des périmètres irrigués organisé par le Projet Management de l'Irrigation au Burkina Faso (IIMI-PMI-BF), Ouagadougou, 24-26 juillet 1996.

PMI-Niger : La gestion paysanne des Aménagements hydro-agricoles de la vallée du fleuve Niger : exemple de Saga, Tillakaïna et Kourani Baria, présenté au séminaire sur les conditions d'une gestion paysanne des aménagements hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest organisé par Inter-Réseaux, Groupe Irrigation de l'Institut International du Management de l'Irrigation au Niger du 24 au 28 septembre 1996 à Niamey.

Abdou Ahmed, Moulaye : Méthodologie sectorielle d'analyse de la gestion de l'eau sur les périmètres irrigués, Niamey (Niger) 1^{er}-2 novembre 1994.

Chegou, Maman : Démarche méthodologique et synthèse des résultats pour le diagnostic socio-économique d'un système de production rizicole : cas de Saga, Niamey (Niger) – 1^{er}-2 novembre 1994.

Lonsway, Kurt A. : Note de présentation du Projet à l'atelier sur les approches méthodologiques du PMI-Niger, Niamey (Niger) 1^{er}-2 novembre 1994.

Asshaba Fatima Abarchi : Démarche méthodologique pour la réalisation du diagnostic social d'un périmètre irrigué : cas de Saga, Niamey (Niger) 1^{er}-2 novembre 1994.

Amaly, Sanda : Formation pour le management de l'irrigation au Niger, présenté au séminaire régional sur l'amélioration des performances de l'irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Almadjir, Rabiou : La gestion de l'eau et des infrastructures sur les périmètres irrigués présenté au Séminaire régional sur l'amélioration des performances de l'irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Almadjir, Rabiou : Les organisations paysannes face à la maintenance des périmètres irrigués, présenté au Séminaire Régional sur l'Amélioration des Performances de l'Irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Chegou, Maman : Le suivi-évaluation des performances des périmètres irrigués, présenté au séminaire régional sur l'amélioration des performances de l'irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Chegou, Maman : Performances agro-économiques des périmètres irrigués au Niger présenté au séminaire régional sur l'amélioration des performances de l'irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Guéro, Yadji : Analyse comparée dans deux (2) rizières de la vallée du fleuve Niger, Niamey (Niger), 24-26 mars 1997.

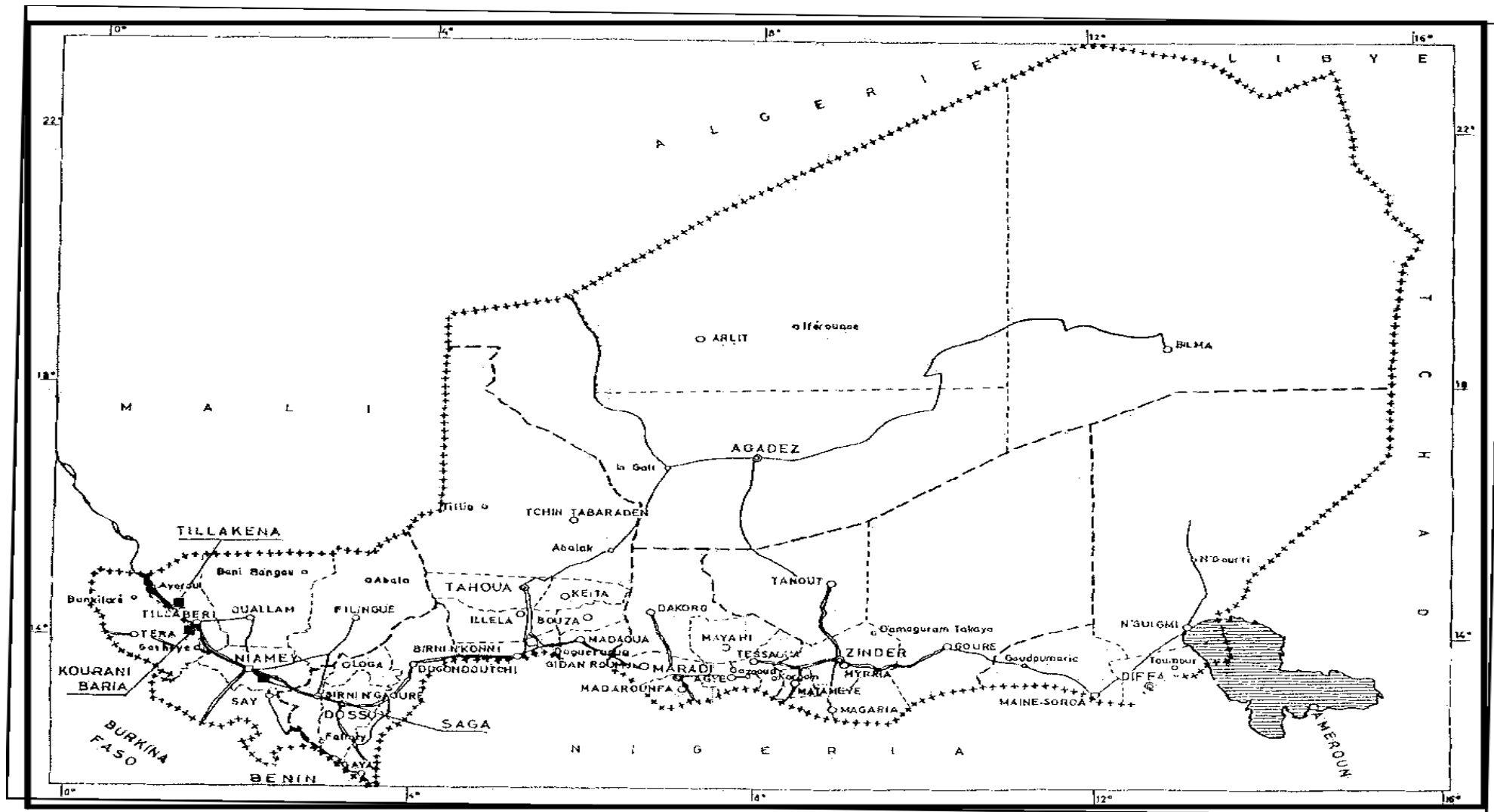
Idé Abdou, Hassane : Note de présentation du manuel pratique de gestion en langue vernaculaire présenté au séminaire régional sur l'amélioration des performances de l'irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Lonsway, Kurt A. : Le contexte et les activités du Projet Management de l'Irrigation au Niger présenté au séminaire régional sur l'amélioration des performances l'irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Assahaba, Fatima Abarchi : Impact des problèmes sociaux sur les aménagements hydro-agricoles de la vallée du fleuve Niger : cas de Saga, Kourani Baria I et II et Tillakaina présenté au séminaire régional sur l'amélioration des performances de l'irrigation au Niger du 24 au 26 mars 1997.

Sally, Hilmy : Recommandations pour l'amélioration des performances de l'irrigation, Niamey (Niger), 24-26 mars 1997.

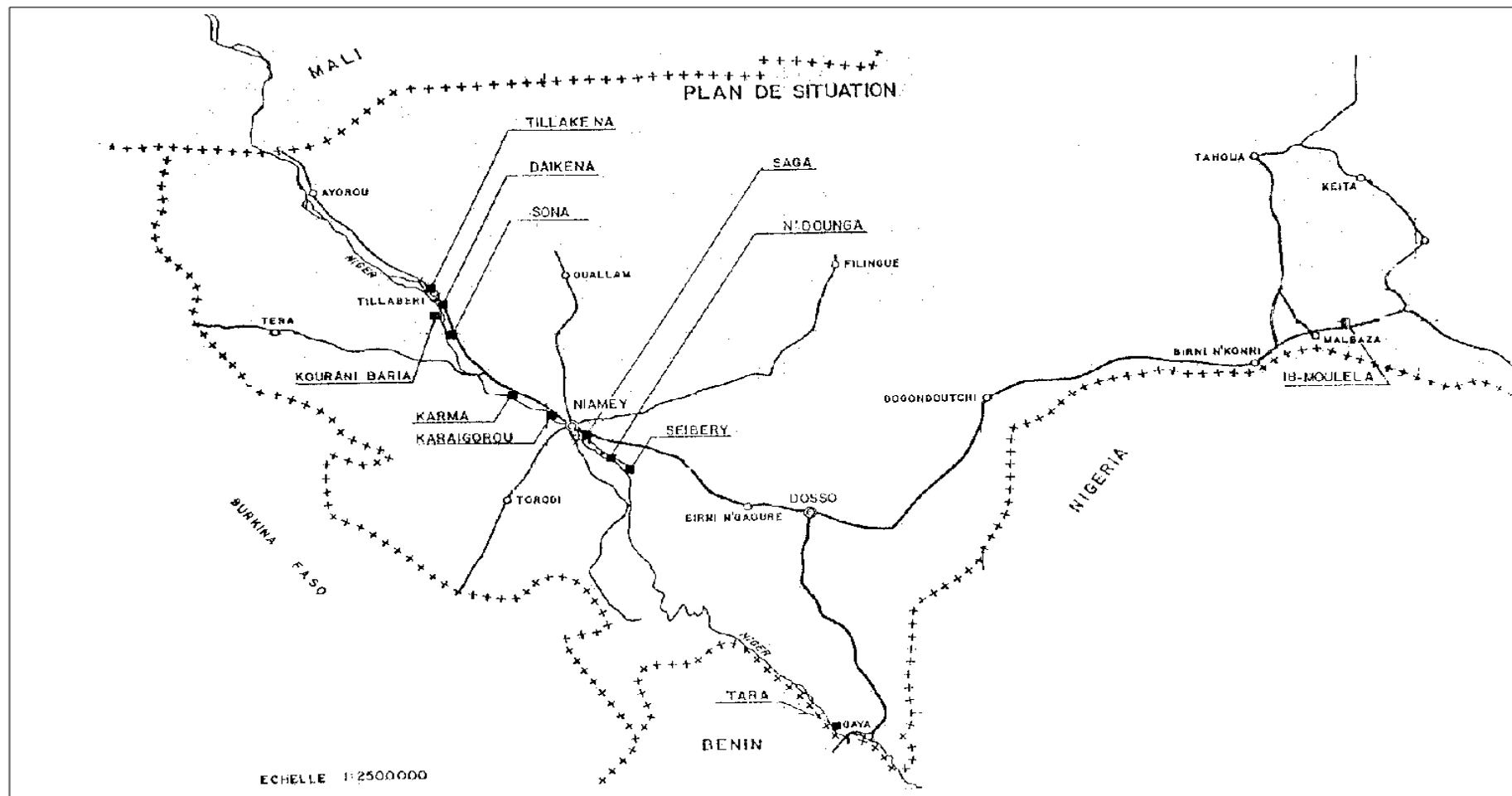
NIGER
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
POUR LA RECHERCHE - DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE L'IRRIGATION
CARTE 2 . LOCALISATION DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIcoles



Cette carte a été établie par le personnel du Groupe de la BAD exclusivement à l'usage des lecteurs du rapport auquel elle est jointe. Les dénominations utilisées et les frontières figurant sur cette carte n'impliquent de la part du Groupe de la BAD et de ses membres aucun jugement concernant le statut légal d'un territoire ni aucune approbation ou acceptation de ses frontières.

NIGER
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
POUR LA RECHERCHE – DEVELOPPEMENT EN MANAGEMENT DE L'IRRIGATION

CARTE 1 : PLAN DE SITUATION



Cette carte a été établie par le personnel du Groupe de la BAD exclusivement à l'usage des lecteurs du rapport auquel elle est jointe. Les dénominations utilisées et les frontières figurant sur cette carte n'impliquent de la part du Groupe de la BAD et de ses membres aucun jugement concernant le statut légal d'un territoire ni aucune